VOTRE ECONOMIE

Emploi

«Plus d'un actif sur quatre est fonctionnaire»

MICHEL GODET*, professeur d'économie au Cnam, vient de publier « le Courage du bon sens »

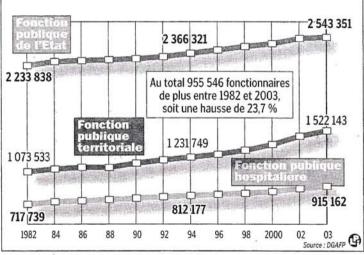
LORS QUE tous les candidats évoquent de nécessaires économies budgétaires, l'économiste Michel Godet démontre, chiffres à l'appui, que les effectifs de la fonction publique ont augmenté de 24 % en vingt ans, soit deux fois plus vite que l'emploi privé.

Vous estimez que le nombre de fonctionnaires a fortement augmenté ces dix dernières années. Expliquez-vous ?

Michel Godet. Effectivement, si l'on s'en tient aux derniers chiffires connus avec des séries longues, il y avait en 2003 un total de près de 5 millions d'employés de la fonction publique contre 4 millions en 1982. L'emploi public a augmenté de 24 % durant cette période contre 12 % pour l'emploi en général.

« La France détient un record mondial »

Il représente 20 % du total mais plus de 27 %, soit plus d'un actif sur quatre, si l'on ajoute tous ceux qui bénéficient d'un statut de fonctionnaire ou assimilé dans les entreprises publiques. On obtient donc un total de 6,8 millions d'emplois payés sur fonds publics sur un total de 25 millions d'emplois. Par comparaison, l'emploi public représente en moyenne 4 à 5 points de moins chez nos partenaires européens.



Michel Godet constate la hausse constante des effectifs dans les fonctions publiques de 1982 à 2003. D'autant que « la poursuite de la dérive des effectifs et des budgets des collectivités territoriales ne se traduit pas par une amélioration de l'efficacité managériale », estime-t-il. (DR.)

Avec près d'un fonctionnaire pour dix habitants, la France détient là un record mondial!

Le nombre de fonctionnaires augmente, pourtant chaque année, le gouvernement affirme qu'il supprime 5 000, 7 000 ou 10 000 postes!

Il faut se rappeler qu'en trente ans la fonction publique de l'Etat a augmenté de 300 000, celle des collectivités territoriales de près de 500 000 et celle des hôpitaux d'environ 200 000. En 2004 et 2005, l'augmentation s'est poursuivie avec 100 000 chaises de fonctionnaires en plus par an. En 2006, les chiffres officiels ne circulent guère hors Bercy ou la commission des Finances des assemblées, mais il semble avéré que l'emploi public des collectivités territoriales a accentué sa dérive avec plus de 40 000 créations de postes. Il est tentant d'accuser la décentralisation imposée, mais le tiers de ces recrutements depuis 2002 est à mettre sur le compte des 35 heures.

Vous semblez déplorer ces embauches massives dans la fonction publique territoriale...

Effectivement, car la poursuite de la dérive des effectifs et des budgets des collectivités territoriales ne se traduit pas par une amélioration de l'efficacité managériale. Je pense qu'elle est plutôt révélatrice d'un malaise : le taux d'absentéisme, déjà deux fois plus élevé que dans le privé, est passé de 6 % des effectifs en 1998 à près de 8 % en 2004! Ce qui représente pour deux cents jours ouvrés par an, seize jours d'absence en plus des huit semaines de congés! Il est vrai que sur ce plan le management des hôpitaux est sans doute encore plus défaillant puisque la Cour des comptes a récemment relevé qu'en 2002, le nombre de jours d'absence par agent (hors DOM) s'y élevait à vingt-cinq!

Que proposez-vous ?

Il y a dix ans déjà, le directeur du budget de l'époque, Jean Choussat, adressait une note à son ministre en évoquant des sureffectifs d'au moins 10 % dans la fonction publique, soit 500 000 emplois! Quelle serait son évaluation aujourd'hui? Certainement pas moindre. Il faut s'inspirer des réformes des services publics réussies en Suède, aux Pays-Bas et bientôt en Italie en créant des agences de service public efficaces avec des managers recrutés sur concours et évalués sur leurs projets et leurs résultats. La réforme de la Lolf va dans ce sens mais au pas de sénateur.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MARC PLANTADE

* Il vient de publier « le Courage du bon sens » chez Odile Jacob.